

## NOURIA BENGHEBRIT DÉVOILE SES INTENTIONS :

## «Réformer l'école ou aller dans le précipice»

**Redresser le système éducatif ou continuer à aller vers le précipice. Le ton est donné par Nouria Benghebrit. Sa feuille de route est axée sur la réorganisation du système des examens et des rythmes scolaires. Elle dit avoir le feu vert du gouvernement. Consciente du réveil des «vieux démons», elle dit avoir fait le choix de recentrer ses efforts autour de l'essentiel, à savoir la «deuxième génération des programmes».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - La ministre de l'Education partage l'insatisfaction de tous les acteurs du système éducatif. Formelle, elle estime qu'il faut le redresser au plus vite au risque de le voir sombrer davantage dans la médiocrité.

Son plan d'action s'articule autour de la nécessité de «redonner du sens» à la commission nationale des programmes pour élaborer la deuxième génération des programmes, de la professionnalisation de l'ensemble des acteurs du secteur, et de la bonne gouvernance pour assurer la cohérence et la synergie des actions dans un secteur qui, dit-elle, a longtemps pâti des «actions éclatées».

En ligne de mire de la ministre de l'Education, la réorganisation des examens. Invitée de la rédaction de la Radio Chaîne III,

elle affirme que cette problématique préoccupe l'ensemble des acteurs et implique une réflexion sur les rythmes scolaires et la répartition des programmes sur l'année scolaire. Selon elle, la question de la surcharge des programmes est mal posée. Elle évoque des comparaisons faites à l'international et qui révèlent que sous d'autres cieux, l'année scolaire dure 38 semaines contre 30 en Algérie, ce qui lui fait dire que la question n'est pas tant dans les volumes mais dans l'organisation de l'année scolaire.

A l'avenir, dit-elle, il faudra rectifier le tir pour corriger la mauvaise répartition annuelle des programmes en réorganisant la vie scolaire dans un système où l'année scolaire ne commence pas assez tôt mais est rapidement raccourcie. Une situation qualifiée d'«intenable» par la

ministre de l'Education qui explique que la pression existant autour de l'examen du baccalauréat et les exigences liées au seuil étaient dues à la manière dont l'enseignement était dispensé.

Le recours exclusif à la mémorisation, pense-t-elle, est à l'origine de cette situation et pousse les élèves à développer des techniques pour tricher et les pouvoirs publics à toujours trouver de nouvelles méthodes de sécurisation des examens.

Pour cette année, le ministère de l'Education exige des surveillants la rédaction de deux procès-verbaux distincts. Un premier pour y consigner d'éventuelles anomalies et un second dans lequel ils doivent nommément désigner les candidats tricheurs ou à l'origine de troubles. S'il n'est pas question cette année d'une seconde session, la réflexion est ouverte au sein du département de l'éducation.

Plusieurs hypothèses sont à l'étude : le rachat, les épreuves anticipées, ou la deuxième session. Elles seront discutées par l'ensemble des acteurs lors des assises de juillet avant d'être pré-

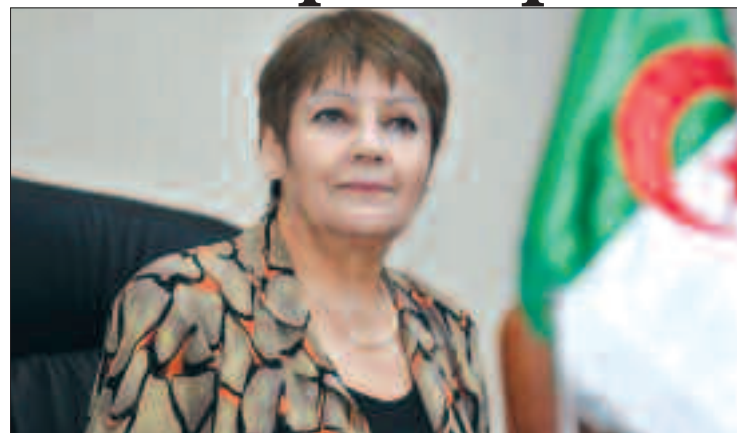


Photo : Newpress

La réorganisation des examens en ligne de mire de Benghebrit.

sentées au gouvernement. La ministre de l'Education, qui estime que le baccalauréat a perdu en qualité en témoigne le taux d'échec important dans les premières années du cursus universitaire, affirme que «si on continue de négocier sur des histoires de seuil, on va finir par imposer à l'enseignement supérieur de réviser ses programmes». Une réflexion est également ouverte au sujet de la suppression de la seconde session pour l'examen de fin de cycle primaire.

La ministre considère qu'il y a un consensus autour de son inutilité. Des examens de fin

d'année qui nécessitent une logistique et des moyens financiers énormes. 550 000 fonctionnaires mobilisés pour l'encadrement pour un coût estimé à 500 milliards de centimes.

Interrogée au sujet des résistances suscitées par les réformes, Nouria Benghebrit répond : «Je pense que de vieux démons peuvent ressurgir. Il s'agira pour nous de recentrer nos efforts pour que chacun joue son rôle», et de s'éloigner de la démarche populiste qui a fait perdre le sens de l'effort et du mérite.

N. I.

## CADRE DU RCD ET EX-MAIRE DE BERRIANE

## Nacer-Eddine Hadjadj interpellé

**Berriane est en ébullition. Le secrétaire national à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire au RCD et ancien maire de Berriane, Nacer-Eddine Hadjadj, a été interpellé à Berriane le lundi aux environs de 20 heures. Il a été conduit au commissariat de la ville où il a passé la nuit avant d'être présenté mardi matin devant le procureur du tribunal de la ville.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Nacer-Eddine Hadjadj a été entendu pendant de longues heures par le procureur, a-t-on appris auprès de son entourage. Il est accusé d'avoir incendié le véhicule d'un particulier par jet de cocktail Molotov en date du 24 janvier 2014.

Le procureur n'a pas définitivement retenu cette charge contre lui.

A l'issue de l'audition, il l'a remis à la police qui l'a reconduit au commissariat où il était toujours gardé en fin d'après-midi. Le procureur a demandé à attendre un témoin, en l'occurrence Mohamed Debbouz, également militant du RCD.

Ce dernier est convoqué au tribunal pour ce mercredi

matin. Le hic dans cette affaire est que Nacer-Eddine Hadjadj était à Alger au moment des faits qui lui sont reprochés.

Il a participé au conseil national de son parti, un conseil durant lequel il a présenté une communication sur la situation dans le M'zab. D'ailleurs, pour le RCD, l'interpellation répond d'une provocation.

En effet, dans un communiqué rendu public, le parti dénonce une provocation et un jeu trouble du pouvoir.

Le parti rappelle que Hadjadj était à Alger au moment des faits qui lui sont reprochés.

«Le 24 janvier, Nacer-Eddine Hadjadj était à Alger pour participer à la réunion du



Photo : DR

conseil national du RCD, séance au cours de laquelle il avait présenté, dans l'après-midi, une communication sur les événements de Ghardaïa dont la presse s'est fait l'écho», a écrit le RCD, précisant que «tard dans la soirée, il avait pris contact avec les dirigeants de la Ligue des droits de l'Homme pour les alerter sur la tragédie que vivait le M'zab.

C'est au demeurant chez le président de cette ligue qu'il avait passé la nuit du 24 au 25 janvier à Alger».

Pour le RCD, le pouvoir, aux abois, s'acharne contre les

partis de l'opposition, notamment ceux animant la CNTLD. Outre l'entière solidarité qu'il exprime à la victime, à sa famille et aux populations brimées du M'zab, le RCD «dénonce et condamne cette énième instrumentalisation de la justice par les services de sécurité.

Ce grossier abus vient rappeler que la neutralisation du DRS, si elle est bienvenue dans son principe, reste dans les faits une illusion. Le système algérien reste de nature et de pratiques policières».

S. A. I.

## DEUX TERRORISTES ÉLIMINÉS PAR LES FORCES DE L'ANP À AÏN-DEFLA

## L'armée frappe à nouveau

Les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) ont frappé à nouveau en éliminant hier, dans l'après-midi, deux terroristes à Aïn-Defla.

Selon un communiqué rendu public sur le site du ministère de la Défense nationale, l'opération a été menée par un détachement des forces de l'Armée nationale populaire, relevant du secteur opérationnel de Tipasa (1<sup>re</sup> Région militaire), suite à un ratissage dans le mont de

Tagrara dans la wilaya de Aïn-Defla.

La même source précise que la prouesse s'est également soldée par la récupération de deux fusils automatiques de type kalachnikov, quatre chargeurs garnis, quatre bombes artisanales, une quantité de munitions et quatre téléphones portables.

Pour rappel, les forces de l'ANP ont multiplié les frappes, et ce sur tous les fronts, depuis avril 2014. Avec les

cinq terroristes éliminés entre le 19 et le 24 du même mois dans la wilaya de Tipasa, puis les 12 terroristes abattus dans la région de Tinzaouatine, à Tamanrasset, au début du mois en cours, avec la récupération d'une armada de guerre, et enfin deux autres terroristes tués le 13 mai à Boumerdès, l'armée ne cesse d'infliger de lourdes pertes à la nébuleuse terroriste.

M. M.

## ILS ORGANISENT UN SIT-IN

## LE 4 JUIN PROCHAIN À ALGER

## Les travailleurs du pré-emploi reviennent à la charge

Le comité national des travailleurs du pré-emploi et du filet social, affilié au Snapap, ne désarme pas. Il a annoncé dans un communiqué, la tenue d'un sit-in national dans la capitale, le 4 juin prochain.

Après plusieurs sit-in régionaux, les jeunes ayant été employés dans le cadre du dispositif du pré-emploi ont décidé de protester dans la capitale. Ils investiront la rue pour exiger leur titularisation à l'appel de leur comité.

Les 900 000 travailleurs concernés par cette formule dénoncent leur situation précaire et exigent le droit à l'intégration dans des postes de travail permanents.

«Nous n'avons pas d'autres choix que d'investir la rue et les places publiques pour arracher nos droits légitimes et constitutionnels bafoués», écrit le comité dans un communiqué.

Les jeunes de pré-emploi se disent déterminés à poursuivre la lutte et la protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Idriss Mekidech, chargé à la communication du Comité national des travailleurs de pré-emploi et du filet social, rappelle dans le même communiqué que ces jeunes réclament l'intégration dans des postes de travail permanents et le gel des concours de recrutement dans la Fonction publique jusqu'à la titularisation de tous les contractuels. Ils revendiquent aussi une indemnité de chômage jusqu'à ce qu'ils aient un poste de travail permanent, le calcul des années de travail sous contrat dans l'expérience professionnelle et la retraite, et l'annulation définitive du dispositif de pré-emploi dans le recrutement.

S. A.